

Concerne : Médecine pour le Peuple refuse de collaborer à l'audit de Maggie De Block

Les maisons médicales de Médecine pour le Peuple (MPLP) refusent toute collaboration à l'audit effectué par la ministre Maggie De Block sur les maisons médicales. « Nous ne collaborons pas à un exercice d'économies aveugles », s'indigne-t-on à MPLP. « Nous devrions précisément investir davantage dans les maisons médicales, et non moins. »

En 2016-2017, Maggie De Block a déjà économisé 4,5 % sur le budget des maisons médicales et une économie supplémentaire de 3 % a été annoncée. MPLP voit d'un très mauvais œil de nouvelles économies, explique la Dre Anne Delespaul. « Nous sommes partisans d'investissements supplémentaires dans la médecine au forfait, comme celle qui est actuellement proposée à 350 000 patients répartis en 165 centres. Les soins de santé accessibles et de qualité, sans seuil financier, doivent être stimulés, et non freinés. Manifestement, Maggie De Block a oublié que, aujourd'hui, 900 000 Belges reportent une visite chez le médecin en raison de problèmes financiers. »

D'après MPLP, l'audit est tout sauf objectif. La Dr Anne Delespaul : « Nous n'avons pas apprécié que Maggie De Block ait loué les services de l'entreprise de consultance KPMG pour son audit. KPMG fait ouvertement du lobbying en faveur de la privatisation des soins de santé et, en Grande-Bretagne, il est co-impliqué dans la privatisation du National Health Service. Le résultat de l'audit est connu à l'avance : de nouvelles économies. Cela veut dire : la fermeture des petites maisons médicales, des licenciements, moins d'investissements dans la prévention et les soins psychosociaux des patients. Nous ne participons pas à ce genre de chose. »

Depuis plus de 45 ans, Médecine pour le Peuple défend une médecine accessible et de qualité, insiste la Dr Delespaul. « Nous sommes fiers que nos patients aient accès sans distinction à des soins de santé multidisciplinaires chez un généraliste, une infirmière, un psychologue, un kinésiste. En outre, nous nous employons tous les jours avec nos patients à de meilleures conditions de vie et de travail et nous œuvrons activement à leur empowerment. »

« Nous ne sommes pas opposés à un audit de la médecine générale », insiste MPLP, « mais, dans ce cas, c'est tout le secteur qui doit être examiné. Nous désirons collaborer à l'aise à une comparaison objective entre la médecine au forfait des maisons médicales d'une part et la médecine à prestation d'autre part. Le centre fédéral d'expertise (KCE) a déjà mené une étude similaire en 2008. Une mise à jour de cette étude serait particulièrement intéressante. »

« Pour nous, la condition est toutefois que l'audit soit effectué par une instance indépendante comme le KCE et non par une entreprise privée volontairement partielle comme KPMG, connue pour son travail de lobbying en faveur de la privatisation des soins de santé. Nous voulons aussi que l'audit se déroule de façon démocratique, avec participation des fédérations et organisations de patients concernés, et qu'on ne regarde pas uniquement du côté des coûts essentiellement financiers, mais aussi des indicateurs qui influent vraiment sur les soins de santé aujourd'hui, comme l'accessibilité, la qualité des soins, l'attitude de prescription, le renvoi à des spécialistes, la prévention, le travail multidisciplinaire, etc. Un audit ne peut être un alibi à un exercice antisocial vers plus de restrictions encore. »

Médecine pour le Peuple ne s'en tient pas aux protestations verbales, mais lance également un plan d'action contre les manigances de De Block. Suivra incessamment une campagne d'information à grande échelle auprès des patients, en même temps qu'une campagne d'affiches et d'autocollants. Et, le 9 novembre, MPLP organisera une action devant le cabinet de De Block.

Contact : Dr Sofie Merckx – sofie.merckx@mplp.be